

PARIS, LE 10 JANVIER 2018

DROITS DE L'HOMME EN CHINE, SANS HYGIAPHONE, QUEL RÉSULTAT ?

Le président de la République en déplacement officiel en Chine, essentiellement d'intérêt commercial, a justifié sa discrétion en matière d'appel au respect des droits fondamentaux au motif de différences philosophiques et historiques entre les deux pays et du choix d'une diplomatie « efficace et amicale ».

La Ligue des droits de l'Homme (LDH) s'inquiète de la reconnaissance d'un relativisme sur les droits universels dont se drapent les dictatures et Etats totalitaires. Depuis 12 ans, la LDH publie une [lettre d'information sur les droits de l'Homme en Chine](#) témoignant régulièrement des exactions du gouvernement chinois et de l'absence de démarches réelles pour les combattre. Elle rappelle les millions de prisonnier-e-s des camps de travail, les milliers d'exécutions annuelles, l'absence d'élections libres depuis plus de soixante ans, le contrôle et la censure de la presse, des médias et de l'Internet, la violation quotidienne de la Constitution pour ce qui touche aux libertés d'expression, de manifestation et de réunion, le secret d'État entretenu quant aux massacres de juin 1989, lesquels, rien qu'à Beijing, ont fait plusieurs milliers de morts. Cette réalité ne peut être tue.

La LDH considère qu'il y a urgence à dénoncer et à faire reculer ces pratiques insupportables, à soutenir tous les défenseur-e-s des droits menacé-e-s ou incarcéré-e-s, comme partout ailleurs dans le monde. Créée il y a 120 ans avec l'Affaire Dreyfus et la dénonciation de la raison d'Etat, la LDH ne peut accepter aujourd'hui de voir à nouveau en Chine, la France céder à une raison économique motivée par l'objectif d'atténuer un déséquilibre commercial, quel qu'en soit le prix, et mettre de côté son histoire avec une attitude *mezza voce* sur les droits civils et politiques comme économiques et sociaux des Chinois.

La France a une parole publique attendue et écoutée en matière de défense de l'universel et de la démocratie. Elle donne force et courage à tous les peuples opprimés. La LDH attend donc du Président français des résultats, déjà sur les très nombreux cas signalés à l'Elysée par les ONG internationales. Ils seraient le signe de l'efficacité promise pour des droits fondamentaux effectivement universels.

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1895

